



Montréal, le 20 mai 2015

PAR TÉLÉCOPIEUR
ET PAR COURRIEL

Me Sonia Lebel
CEIC
600, rue Fullum, sous-sol
secteur 0570
Montréal (Québec) H2K 3L6

Objet : Préavis en vertu de l'article 82 des Règles de procédure de la
Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics
dans l'industrie de la construction

Chère Consœur,

La présente fait suite à votre lettre du 14 mai dernier, adressée à Me Deneault.

Dans un premier temps, vous trouverez ci-joint un affidavit de Me Paul-Hus, le tout tel que réclamé sous peine de forclusion. Nous comprenons que cela complètera le témoignage de Me Paul-Hus devant les commissaires.

Dans un second temps, puisqu'il semble qu'aucune audition ne nous sera accordée, nous souhaitons préciser que les conclusions que les commissaires pourraient tirer concernant Me Paul-Hus nous apparaissent manifestement mal fondées en faits et en droits. Tout d'abord, tel que relaté dans son affidavit, Me Paul-Hus s'est fié aux représentations faites devant lui par des professionnels et des intervenants, représentations qui se sont révélées être frauduleuses par la suite. Ainsi, à l'instar des organismes touchés, Me Paul-Hus a été trompé. Ensuite, si la participation à des activités politiques emporte une obligation de ne pas obtenir des contrats professionnels de l'état ou d'organismes publics, est-ce que cela veut dire que tous nos confrères qui militent pour des partis politiques qui sont au pouvoir tant au provincial qu'au fédéral ne peuvent pas accepter de mandat de l'état ou d'organismes parapublics ? Nous estimons bien évidemment que ce n'est pas l'état du droit ni des obligations déontologiques qui entourent la pratique de la profession d'avocat en matière de conflits d'intérêts.

Nous avons examiné la preuve déposée devant les commissaires concernant le rôle de Me Paul-Hus et constatons qu'il n'est pas contesté que Me Paul-Hus ignorait tout du stratagème mis en place par certains représentants d'Union Montréal concernant les dons illégaux versés par les entrepreneurs en construction. Nous contestons que l'on puisse conclure à une quelconque participation de Me Paul-Hus à une fraude par le simple fait qu'il a siégé sur des comités de sélection et qu'il militait au également sein d'Union Montréal.

Me Paul-Hus ne mérite à notre avis aucun blâme et espérons que son témoignage parviendra à éclairer les commissaires à cet égard.

Sur ce, nous vous prions d'agréer, chère Consœur, nos salutations distinguées.

MUNICONSEIL AVOCATS

[Redacted signature block]

Me Eric Oliver

[Redacted contact information]

p.j.